

Place des jeunes dans les territoires ruraux

Déclaration du groupe CFDT

Dans une configuration de travail originale mais qui a rapidement trouvé ses marques, les rapporteur.e.s sont parvenu.e.s à surmonter les obstacles de cette saisine gouvernementale.

Il n'y a en effet pas une jeunesse rurale, mais des jeunes en situations très diverses, dans des territoires ruraux eux-mêmes très différents, et qui sont confronté.e.s, en plus des difficultés liées à la conquête de leur émancipation, à l'éloignement des espaces économiques sociaux et culturels. Paradoxalement, l'absence de sources et de statistiques aura permis une forme d'expertise basée sur le croisement des regards. Elle a notamment mis en évidence les inégalités dont sont victimes les jeunes femmes dans les territoires ruraux, ou le taux de jeunes ni en emploi, ni en formation.

La CFDT approuve les propositions dans leur ensemble. Elle considère que les évolutions structurelles préconisées comme la compétence territorialisée, les campus ruraux de projet ou le pacte jeunes ruraux, auront besoin de l'engagement de tous les acteur.rice.s de la société civile pour être portées et mises en œuvre. Et c'est bien l'implication des jeunes dans cette société civile qui sera déterminante de sa réussite.

La saisine gouvernementale exprimait le souhait de voir la jeunesse comme un élément moteur de la construction des solutions. Les préconisations apportent sur ce point des réponses en proposant, notamment à travers les campus ruraux de projets, que les jeunes contribuent à la vitalité des territoires. Le renforcement des missions locales, la garantie jeunes inscrite dans la loi travail doivent contribuer à soutenir une approche globale de chaque jeune en articulation avec les autres acteurs.

Certaines préconisations, concernant l'égalité hommes/femmes, l'accès à la formation ou l'accès au logement, mériteraient de dépasser le cadre de la ruralité et d'être étendues aux espaces urbanisés car ces mesures à mettre en œuvre bénéficieraient à toutes et tous.

L'engagement citoyen passe, notamment pour les jeunes, par l'adhésion syndicale.

La CFDT est donc particulièrement attentive à toute participation des jeunes à la vie économique, syndicale, sociale et politique, déterminante pour développer l'attractivité des territoires ruraux.

La CFDT a voté l'avis.